

Lorient, le 09/06/16

Charte de l'agriculture

07/06/2016 : Réunion société civile pour le suivi de la charte de l'agriculture de Lorient agglomération

Compte-rendu

Personnes présentes :

Max	Schaffer	Optim'ism
Julian	Pondaven	réseau cohérence
Emmanuelle	Douet	Inter-amap
Hervé	Le Moing	Bretagne vivante
Annie	Rio	Bretagne vivante
Maudez	Guelou	réseau cohérence
Jean	Verger	CDPL
Claudia	Bardes	Inter-amap
Jocelyne	Kerjouan	CDPL
René	Kermagoret	eau et rivières
Marc	Pouvreau	réseau cohérence

Excusés :

Agathe Kermagoret et Morgane Sabatier (Crisla), Allain Le Boudouil (Terres de Liens), Carole Oudoire (Interamap), Jean-Claude Couot (UFC-Que choisir), Gérard Darris (CDPL-pilote groupe Aménagement du territoire)

Autres structures contactées :

Nature et culture, GAB56, C2Sol, Biocoop,

Accueil par Mathilde Jamier Videcoq

RETOUR SUR LA REUNION DE LORIENT AGGLOMERATION DU GROUPE DE TRAVAIL CHARTE DE L'AGRICULTURE, LE 14/04/16 (CF CR DE LA REUNION JOINT).

▪ DISCUSSION :

- Objectifs de Grenelle : atteindre 6 % de la SAU en bio à l'horizon 2012 vs situation dans le Morbihan en 2016 : 5%. <http://www.agrobio-bretagne.org/observatoire/>
- Les outils de Lorient agglomération pour accompagner les agriculteurs :
 - **Préemption de terres**, cf convention signée avec la SAFER
<http://www.letelegramme.fr/morbihan/lorient/foncier-lorient-agglo-et-la-safer-partenaires-07-06-2016-11097994.php?xtor=RSS-21>
 - **Garanties de débouchés**, volumes :
Ouverture de marchés via la **restauration collective**

stimuler la demande en bio

- S'appuyer sur la **réglementation**

- Possibilité pour Lorient aggro d'augmenter les aides de l'Etat en région MAEC (mesures agro-environnementales et climatiques ; pas spécifiques au bio : condition « bon pour l'environnement »), si l'EPCI en a les moyens. Aides plafonnées en France (mais pas en Allemagne !)

[Précisions René Kermagoret 14/06/16 : le plafonnement des aides en France est revendiqué par GABs et Conf pour limiter la course aux surfaces et aux primes ...](#)

[Précisions GAB56 05/06/16 : « MAEC: soutien possible de Lorient Aggro à certaines mesures. Pour que les MAEC soient efficaces, il faut que ce soit des mesures dites "système", à savoir qu'elles amènent l'agri. à réfléchir à la cohérence globale de son système et pas seulement une entrée azote, herbicide....](#)

[Nous avons malheureusement constaté que les différentes programmations PAC n'ont pas permis sur la majorité des mesures, d'entamer de vraies réflexions à l'échelle de la ferme, alors même que ces mesures sont souvent mieux financées que les mesures système type bio.... \(donc les agris les signent par opportunisme économique, et parce qu'elles ne sont pas très ambitieuses et donc pas très contraignantes !...\)](#)

<http://agriculture.gouv.fr/mesures-agro-environnementales-et-climatique-maec-et-aides-pour-la-bio>

<http://www.terre-net.fr/actualite-agricole/politique-syndicalisme/article/les-nouvelles-mesures-agro-environnementales-et-climatiques-maec-205-107152.html>

- Les freins des agriculteurs à la conversion au bio :
 - Remise en cause d'un système pour lequel ils ont été formés
 - Le prestige de la grosse machine
 - Précisions René Kermagoret 14/06/16 : systèmes hors-sol incompatibles / AB, crainte technique et commerciale, investissements en cours, sans oublier le moins avouable (force d'inertie, le "qu'en dira-t-on" ...)

Julian Pondaven : Cf retour d'expérience sur le Système alimentaire territorial du Nord Pas de Calais : travail autour de l'intérêt général ; il est important que chacun puisse s'y reconnaître, s'y retrouver.

▪ DECISIONS :

- Consolider la direction affirmée par Lorient aggro (elle s'intéresse au développement de ses espaces naturels et agricoles): la société civile soutient la volonté de Lorient agglomération de promouvoir les objectifs du scénario 2, enrichi par le scénario 3 (nous devons préciser les éléments fondamentaux)
- Nous devons dire ce que les associations et le réseau local sont en capacité de proposer
- Demander que soient précisés les chiffres de la consommation de produits agricoles locaux au regard de la production locale globale – pour définir ensuite des objectifs à court et moyen terme ;
- Renforcer légèrement la présence du CDPL à la réunion du 23/06, de manière à avoir plusieurs « porte-voix ».

S'assurer de la présence des personnes qui ont des chiffres clairs et des éléments concrets à faire valoir (GAB56 et Julian P), notamment en matière de protection de l'environnement.

PREPARATION DE LA RENCONTRE DU 16/06 AVEC TRISTAN DOUARD

- DECISIONS :
 - Participants : Claudia Bardes, Max Schaffer, Marc Pouvreau, Mathilde Jamier Videcoq
sujets :
 - Objectif : **promouvoir la position de la société civile sur la révision de la charte** :

Consolider la direction affirmée par Lorient aggro (elle s'intéresse au développement de ses espaces naturels et agricoles): la société civile soutient la volonté de Lorient agglomération de promouvoir les objectifs du scénario 2, enrichi par le scénario 3 (nous devons préciser les éléments fondamentaux)

Nous devons dire ce que les associations et le réseau local sont en capacité de proposer

o **le cadre :**

1. Intégrer la **CCBBO** au groupe de travail
2. insister sur la vocation de la charte à intégrer l'alimentaire : **charte de l'agriculture et de l'alimentation**
- 2-3. Marc Pouvreau 14/06/16 : Passer de la charte de l'agriculture à un système alimentaire territorial, de la production à une approche alimentaire nous permet de nous positionner en terme de marché et aussi de proposer une démarche inclusive et impliquer des acteurs locaux et notamment les consommateurs.
- 3-4. durée de vie de la charte : sortir des contraintes des mandats même si des objectifs longs termes sont hébergés dans le SCOT ; cf charte I signée en 2001 et seulement révisée en 2016.
5. Gouvernance : **Signataires** : le CDPL souhaite être signataire ; **Suivi** : fixer des rdv réguliers, évaluer les actions au vu des objectifs ; **représentativité** : important d'intégrer des représentants pour l'ensemble des secteurs impactés (aménagement du territoire, énergie, alimentation, **santé**)
Est-il prévu à l'issue de la charte que des actions proposées en réponse à des fiches actions soient soutenues par Lorient Aggro, si oui selon quelles modalités ?

o **Le fond :**

6. Position de Lorient agglomération sur le "0 OGM" dans les champs et dans l'assiette = Donner une définition de la qualité environnementale = pas de pesticides = pas d'OGM = % visé en bio, voir pour aller plus loin que le cahier des charges bio avec la notion de proximité des approvisionnements, le non gaspillage, le traitement des fournitures...
7. obtenir des engagements sur des objectifs chiffrés, par exemple sur :
 - au moins 1 équipement structurant ("légumerie" , plateforme de stockage...)
 - le développement du bio (par ex :nombre de producteurs et place dans les cantines ...combien ?)
 - le nombre d'agri dans le PDL (combien?) de façon à promouvoir les petites unités

4.—Nous devons **préciser les fondamentaux du scénario 3** qui doivent être présents dans la charte cf doc joint qui reprend la proposition de scénario de Lorient aggro.

5-8. Nous allons proposer des **fiches actions** par les associations et structures concernées, que nous allons progressivement approfondir:

- amap : éducation populaire,
- crisla : (à confirmer),
- nature et culture :
- consommateurs/familles : sensibilisation à alimentation,

- [Précisions GAB56 05/06/16 : « il est quasi sûr à 99% que nous lançons sur le territoire de Lorient, un "Défi famille à alimentation positive". A savoir, que nous nous appuyerons sur des partenaires associatifs ou publics du Pays de Lorient, pour recruter et suivre une quarantaine de foyers, qui devront relever le défi de manger bio ou d'augmenter leur part de produits bio dans leur alimentation sans augmenter leurs dépenses alimentaires ! Action menée sur 9 mois. »](#)
- Terres de liens : soutien à l'installation et à la conversion en bio (à valider)
- GAB56 : Former les services juridiques sur la rédaction des appels d'offres (Julian Pondaven : cf bassin rennais et les contrats de restauration collective autour de la préservation de la ressource en eau, qui permettent de limiter l'appel d'offre aux producteurs du secteur)
- Biocoop
- Eau et rivières
- Bretagne vivante
- Proposition d'intégrer les GMS (cf engagement de SUPER U, Leclerc Hennebont sur le bio local) : identifier les comportements de commande
- Energie : Annie Rio : proposition de la création d'une plateforme de stockage Bois-énergie, avec un animateur pour fédérer un groupe d'agriculteurs et de collectivités consommatrices (actuellement, les collectivités se fournissent en « bois d'opportunité »). Julian Pondaven : un projet de ce type existe autour de Quimperlé.
- Restauration collective :
travailler avec les parents d'élèves.
Outil « mon resto responsable » développe par la Fondation Nicols Hulot (le Réseau Cohérence est partenaire de la fondation pour la promotion de l'outil)
<http://www.restauration-collective-responsable.org/>
[Précisions GAB56 05/06/16 : Resto.col: « le GAB a des compétences pour accompagner les collectivités, qui vont bien au delà de l'accompagnement à la rédaction des appels d'offre. Nous avons développé, et proposons depuis 15 ans, des formations cuisiniers, des simulations de passage en bio, de la planification des volumes, de la mise en lien collectivités/producteurs... »](#)
- Développer des outils de vente directe

ET MAINTENANT ?

Comme convenu, on enrichit tous le framapad, qui contient maintenant 3 parties :

- Préparation réunion avec Tristan Douard
- Propositions de fiches actions
- Propositions de contenu pour des réunions ultérieures

https://annuel.framapad.org/p/CDPL_agriculture_alimentation